RCS : TOURS
Code greffe : 3701

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOURS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1958 B 00012
Numéro SIREN : 584 800 122
Nom ou dénomination : LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE OUEST

Ce dépôt a été enregistré le 24/07/2018 sous le numéro de dépôt 7197

20180071 97

S.A.S. WOLFF & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

EXEMPLAIRE DESTINE
AUX DEPOTS LEGAUX

Olivier SAINT-CRICQ
Président du Directoire

Certifié conforme

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE TOURS
18 JUIL. 2018
GREFFE

La Nouvelle République du Centre-Ouest

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport des commissaires aux comptes

sur les comptes annuels

S.A.S. WOLFF & ASSOCIES
19, boulevard Berthelot
63400 Chamalières

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Riom

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2017

A l'Assemblée Générale de la société La Nouvelle République du Centre-Ouest,

I -Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société anonyme LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE OUEST relatifs à l'exercice clos le 31/12/2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe § 3.2.2 consacré aux « Titres de participation » du chapitre « 3-2- IMMOBILISATIONS FINANCIERES» de l'annexe des comptes annuels indique les méthodes retenues en matière de traitement des participations financières et les conséquences de ces méthodes sur les comptes annuels.

Nous avons procédé à l'appréciation des méthodes ainsi retenues et procédé à des tests visant à vérifier par sondages leur application.

IV Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du directoire consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

VI - Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

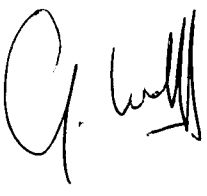
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle

Fait à Chamalières et Paris-La-Défense, le 01/06/2018

Les Commissaires aux Comptes

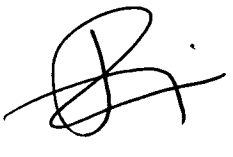
S.A.S. WOLFF & ASSOCIES

Grégory Wolff



ERNST & YOUNG et Autres

Fabienne ECKERLEIN



I. BILAN AU 31/12/2017

A. Bilan actif

	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	10 466 561	8 907 344	1 559 217	222 670
Fonds commercial	72 840	72 840		
Autres immobilisations incorporelles	1		1	1
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 156 565	225 344	931 220	959 669
Constructions	17 675 747	15 602 948	2 072 799	2 292 661
Installations techniques, mat. et outillage	26 214 246	23 091 058	3 123 188	3 676 869
Autres immobilisations corporelles	1 824 397	1 729 825	94 573	117 226
Immobilisations en cours	109 672		109 672	1 063 344
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	20 362 513	7 222 390	13 140 124	13 153 292
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	127 104	9 011	118 093	18 493
Prêts	1 634 502	15 245	1 619 257	1 519 055
Autres immobilisations financières	54 355		54 355	54 055
ACTIF IMMOBILISE	**79 698 503**	**56 876 004**	**22 822 498**	**23 077 334**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	109 250		109 250	148 401
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	21 214	21 214	0	
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	44 845		44 845	23 739
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	8 738 961	80 944	8 658 017	8 466 629
Autres créances	10 245 034		10 245 034	8 427 556
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	250 000		250 000	1 000 000
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	7 787 515		7 787 515	5 301 040
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	212 113		212 113	192 446
ACTIF CIRCULANT	**27 408 931**	**102 158**	**27 306 774**	**23 559 810**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**107 107 434**	**56 978 162**	**50 129 272**	**46 637 145**

B. Bilan passif

	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 5 316 181)	5 316 181	5 316 181
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 548 900	9 548 900
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	314 170	314 170
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 111 477	3 111 477
Report à nouveau	-12 960 154	-16 628 774
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**2 818 125**	**3 668 620**
Subventions d'investissement	1 212 638	1 227 427
Provisions réglementées	777 109	878 314
CAPITAUX PROPRES	**10 138 447**	**7 436 315**
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	551 697	599 517
Provisions pour charges	646 300	282 663
PROVISIONS	**1 197 997**	**882 180**
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 420 791	2 359 973
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	42 031	616 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 973 397	6 204 661
Dettes fiscales et sociales	10 733 543	10 606 960
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	180 156	213 564
Autres dettes	11 172 838	9 797 627
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	8 270 071	8 519 864
DETTES	**38 792 828**	**38 318 650**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	50 129 272	46 637 145

II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2017

	Exercice 2017			Exercice 2016
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	73 782		73 782	35 762
Production vendue de biens	50 691 966		50 691 966	52 723 576
Production vendue de services	23 011 051		23 011 051	23 692 099
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**73 776 800**		**73 776 800**	**76 451 437**
Production stockée			-3 083	-103
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			521 070	473 700
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			1 192 446	1 211 704
Autres produits			574 634	509 261
PRODUITS D'EXPLOITATION			**76 061 868**	**78 646 000**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			11 715	43 260
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			557 986	597 499
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			38 464	-2 174
Autres achats et charges externes			37 189 892	38 338 234
Impôts, taxes et versements assimilés			1 077 181	1 135 156
Salaires et traitements			23 620 358	24 102 520
Charges sociales			10 457 334	10 495 151
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 375 793	1 284 281
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			48 120	38 913
Dotations aux provisions			128 000	40 000
Autres charges			937 864	693 007
CHARGES D'EXPLOITATION			**75 442 709**	**76 765 847**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**619 159**	**1 880 153**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			2 008	
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			**903 845**	**1 701 388**
Produits financiers de participations			893 555	940 353
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			245	241
Autres intérêts et produits assimilés			10 045	35 993
Reprises sur provisions et transferts de charges				724 800
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**49 072**	**126 818**
Dotations financières aux amortissements et provisions			731	23 525
Intérêts et charges assimilées			48 341	103 293
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			**854 773**	**1 574 570**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**1 475 940**	**3 454 723**
PRODUITS EXCEPTIONNELS			**1 228 910**	**1 467 885**
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			71 078	17 188
Produits exceptionnels sur opérations en capital			621 104	274 109
Reprises sur provisions et transferts de charges			536 728	1 176 588
CHARGES EXCEPTIONNELLES			**974 800**	**1 546 152**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			336 232	507 778
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			13 408	522 200
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			625 161	516 175
RESULTAT EXCEPTIONNEL			**254 110**	**-78 267**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			-1 088 075	-292 165
TOTAL DES PRODUITS			**78 196 631**	**81 815 273**
TOTAL DES CHARGES			**75 378 505**	**78 146 653**
BENEFICE OU PERTE			**2 818 125**	**3 668 620**

III. ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 6

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES 6

3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF 7

3.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES 7
3.1.1. Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice 7
3.1.2. Méthode d'évaluation 8
3.1.3. Tableau des amortissements 8
3.1.4. Politique d'amortissement 9
3.1.5. Provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles 9
3.2. IMMOBILISATIONS FINANCIERES 9
3.2.1. Tableau des mouvements de l'exercice 9
3.2.2. Titres de participation 10
3.3. STOCKS 10
3.4. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES 10
3.5. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES 11
3.6. PRODUITS A RECEVOIR 11
3.7. COMPTES DE REGULARISATION 11
3.8. CREANCES SUR LES ENTREPRISES LIEES 12

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF 12

4.1. CAPITAUX PROPRES 12
4.2. ETAT DES PROVISIONS 13
4.3. ETATS DES ECHEANCES DES DETTES 15
4.4. CHARGES A PAYER 17
4.5. COMPTES DE REGULARISATION 17
4.6. DETTES SUR LES ENTREPRISES LIEES 17

5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT 18

5.1. VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES 18
5.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION 19
5.3. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION 19
5.4. REMUNERATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 19
5.5. RESULTAT FINANCIER 20
5.6. RESULTAT EXCEPTIONNEL 20
5.7. IMPOT SUR LES BENEFICES 21
5.7.1. Intégration fiscale 21
5.7.2. Fiscalité différée 21
5.7.3. Crédits d'impôt 22

6. INFORMATIONS DIVERSES 22

6.1. EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL SALARIE 22
6.2. LISTE DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS 23
6.3. REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION 23
6.4. ENGAGEMENTS FINANCIERS 24
6.5. ENGAGEMENT EN MATIERE D'INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE 25
6.6. UTILISATION DU CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI 26

Le compte de résultat et le bilan de l'exercice clos le 31/12/2017, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017 soit une durée de 12 mois et dégageant un résultat de 2 818 125 euros, ont été arrêtés comme suit par le Directoire.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels ; les informations non significatives n'ont pas été mentionnées.

Tous les chiffres mentionnés dans l'annexe sont indiqués en euros sauf indication contraire.

1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

La société a mis en ligne le 3 octobre 2017 la nouvelle plateforme digitale Cluster One avec la mise en place d'un « paywall » sur le site www.lanouvellerepublique.fr et a lancé des nouvelles offres d'abonnement numérique.

Evènement postérieur à la clôture

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2017 n'est à signaler.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés et présentés conformément aux principes et méthodes comptables admis en France et au règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général modifié par le règlement ANC 2015-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont décrites dans les paragraphes relatifs à chacun des principaux postes du bilan ci-après.

3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

3.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

3.1.1. Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2017
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles	9 555 019	1 657 586		673 203	10 539 402
Total 1 Incorporelles	**9 555 019**	**1 657 586**	**0**	**673 203**	**10 539 402**
Terrains	1 156 565				1 156 565
Constructions sur sol propre	13 878 639	32 521		44 114	13 867 045
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....	3 792 019	16 682			3 808 701
Installations générales et agencements	243 545	4 042		1 595	245 992
Installations techniques, matériels et outillages	26 567 836	166 945		520 535	26 214 246
Matériel de transport	100 900				100 900
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 497 726	10 159		30 380	1 477 505
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	**47 237 230**	**230 349**	**0**	**596 624**	**46 870 954**
Immobilisations en cours (1)	1 063 344	105 270	1 058 942		109 672
Total 3 Encours	**1 063 344**	**105 270**	**1 058 942**	**0**	**109 672**
Acomptes					
TOTAL	57 855 593	1 993 205	1 058 942	1 269 827	57 520 028

(1) Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité. Les virements poste à poste correspondent à la mise en service d'immobilisations incorporelles en-cours pour 1 059 k€.

Les immobilisations incorporelles sont composées de logiciels pour un montant brut de 10 428 k€, de droits au bail pour 73 k€ et d'une concession pour 38 k€.
La nouvelle plateforme Cluster One a été mise en service le 1er juillet 2017 pour un montant inscrit à l'actif s'élevant à 1 330 k€ et correspondant à des prestations externes.
Les micro-ordinateurs sont achetés en crédit-bail ou sur fonds propres.
Les véhicules sont en location longue durée.

3.1.2. Méthode d'évaluation

Les immobilisations restent évaluées au coût historique d'achat ou d'apport. Aucune réévaluation n'a été pratiquée depuis 1962.
Les frais d'acquisition des participations ne figurent pas à l'actif.
La société applique les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 pour l'évaluation de l'actif immobilisé.
La durée d'utilisation du fonds de commerce n'étant pas déterminée, il n'est pas amorti conformément aux prescriptions du règlement 2015-06.

3.1.3. Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2017
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	9 259 508	321 039	673 203	8 907 344
Total 1 Incorporelles	**9 259 508**	**321 039**	**673 203**	**8 907 344**
Terrains	196 895	28 449		225 344
Constructions	15 377 998	269 064	44 114	15 602 948
Installations générales et agencements	220 940	5 213	1 595	224 558
Installations techniques, matériels et outillages	22 890 967	720 626	520 535	23 091 058
Matériel de transport	99 749	256		100 005
Matériel de bureau informatique, mobilier	1 404 256	31 146	30 140	1 405 261
Emballages récupérables et divers				
Total 2 Corporelles	**40 190 805**	**1 054 754**	**596 384**	**40 649 174**
TOTAL	49 450 313	1 375 793	1 269 587	49 556 518

3.1.4. Politique d'amortissement

Les immobilisations sont amorties économiquement selon le mode linéaire sur les principales durées suivantes :

- **Logiciels (ERP)** 10 ans
- **Autres logiciels** 1 à 3 ans
- **Plateforme numérique** 5 ans
- **Constructions**
  - pour la structure des bâtiments administratifs 40 ans
  - pour la structure de l'imprimerie 25 ans
  - pour les composants 20 ans
  - pour les agencements 10 ans
- **Rotatives**
  - pour la structure 25 ans
  - pour les composants 10 ans
- **Chaînes Expéditions** 12 ans
- **Autres Matériels** entre 3 et 10 ans
- **Véhicules** 4 ou 5 ans
- **Matériel de bureau** 4 ou 5 ans
- **Matériel informatique** 5 ans
- **Mobilier de bureau** 10 ans

3.1.5. Provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles

Se référer au paragraphe 4.2. Etat des provisions.

3.2. Immobilisations financières

3.2.1. Tableau des mouvements de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2016	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2017	Provision	Valeur Nette au 31/12/2017
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations	20 375 682		13 168	20 362 513	7 222 390	13 140 124
Autres titres immobilisés	26 773	100 331		127 104	9 011	118 093
Prêts et autres immobilisations financières	1 588 355	100 502		1 688 857	15 245	1 673 612
TOTAL	21 990 810	200 833	13 168	22 178 474	7 246 646	14 931 829

3.2.2. Titres de participation

Les participations sont comptabilisées à leur valeur historique d'acquisition.
Elles font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité à la clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur historique.
La valeur d'utilité est calculée en fonction du secteur d'activité :

- soit sur la base de la diffusion payante du titre de presse et de la valeur du lecteur,
- soit par capitalisation des flux prévisionnels de trésorerie.

Au 31 décembre 2017, aucune dépréciation complémentaire n'a été constatée, en l'absence d'indice de perte de valeur suite à la revue de la valeur d'utilité des titres de participation inscrits à l'actif.

3.3. Stocks

Les matières premières et les approvisionnements sont comptabilisés en valeur brute, comprenant le prix d'achat et les frais accessoires.
La valorisation des stocks ne comprend pas de frais financiers.

3.4. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 20 884 965 € en valeur brute au 31/12/2017 et elles se décomposent comme suit :

CREANCES	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	**1 688 857**	**0**	**1 688 857**
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 634 502		1 634 502
Autres immobilisations financières	54 355		54 355
ACTIF CIRCULANT :	**19 196 108**	**15 262 827**	**3 933 280**
Clients	8 673 282	8 673 282	
Clients douteux	65 679	65 679	
Personnel et comptes rattachés	24 333	18 225	6 107
Organismes sociaux			
Etat : impôts et taxes diverses	5 493 954	1 566 781	3 927 173
Groupe et associés	4 482 406	4 482 406	
Débiteurs divers	244 341	244 341	
Charges constatées d'avance	212 113	212 113	
TOTAL	20 884 965	15 262 827	5 622 137

Les créances à plus d'un an comprennent notamment les créances sur l'Etat au titre des CICE 2015 à 2017 pour un montant de 3 147 673 € et des CIR 2015 et 2016 pour un montant de 779 501 €.

3.5. Créances clients et comptes rattachés

Chiffres exprimés en euros	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Créances clients et comptes rattachés	8 738 961	80 944	8 658 017	8 466 629
TOTAL	8 738 961	80 944	8 658 017	8 466 629

Les créances clients sont constituées principalement de la facturation à notre régie de la publicité vendue pour 3 379 k€ et des travaux d'impression du journal Centre Presse et des prestations associées à la société SDPI pour 1 797 k€.
Les provisions pour dépréciation des créances se rapportent principalement aux créances clients dépositaires pour 59 k€.

3.6. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Rabais, remises, ristournes à obtenir	182 144	137 593
Clients – Factures à établir	453 125	49 210
Subventions d'investissement à recevoir	203 550	139 818
Intérêts courus sur placement	22 609	19 017
TOTAL	861 428	345 638

3.7. Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 212 113 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Charges d'exploitation – charges externes	212 113	192 445
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	212 113	192 445

3.8. Créances sur les entreprises liées

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Créances clients	5 814 514	6 181 108
Comptes courants	4 424 624	4 065 455
Total Groupe et Associés	**10 239 138**	**10 246 563**

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

4.1. Capitaux propres

Le capital social est divisé en 408 937 actions de 13 euros entièrement libérées et conférant un même droit aux distributions de dividendes.

Les capitaux propres varient comme suit :

▪ Situation à l'ouverture	7 436 k€
▪ Variation des provisions réglementées	- 101 k€
▪ Variation des subventions d'investissement	- 15 k€
▪ Résultat de l'exercice	+ 2 818 k€
▪ Situation à la clôture	10 138 k€

Les subventions d'investissement sont reprises en résultat au même rythme que les amortissements des équipements concernés.

Les montants alloués à ce titre au cours de l'exercice se sont élevés à 492 k€.

4.2. Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Provisions pour pensions et obligations similaires	123 517		1 820	121 697
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	758 663	582 500	264 863	1 076 300
Provisions pour risques et charges	**882 180**	**582 500**	**266 683**	**1 197 997**
Amortissements dérogatoires	696 661	170 661	101 205	766 117
Autres provisions réglementées	181 652		170 661	10 992
Provisions réglementées	**878 313**	**170 661**	**271 866**	**777 109**
Provisions sur immos incorporelles	72 840			72 840
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	7 222 390			7 222 390
Provisions autres immos financières	23 525	731		24 256
Provisions dépréciation des immobilisations	**7 318 755**	**731**	**0**	**7 319 486**
Matières premières				
Produits finis	24 297		3 083	21 214
Marchandises				
Provisions dépréciation des stocks	**24 297**	**0**	**3 083**	**21 214**
Clients douteux	65 438	48 120	32 614	80 944
Autres créances				
Provisions dépréciation des créances	**65 438**	**48 120**	**32 614**	**80 944**
TOTAL Provisions	9 168 983	802 012	574 246	9 396 750

Les provisions réglementées

L'entreprise peut bénéficier des dispositions de l'article 39-Bis du C.G.I.. La provision spéciale ainsi constituée en 2016 pour un montant de 181 k€ a été utilisée à hauteur de 171 k€ au cours de l'exercice 2017.

Les amortissements dérogatoires pratiqués par la suite au titre de la provision 39-Bis des années antérieures concernent en particulier des biens immeubles et des matériels. Les reprises d'amortissements dérogatoires comptabilisées au titre de l'année 2017 s'élèvent à 101 k€.

Les provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles

Les droits au bail situés à Issoudun et à Châtellerault sont dépréciés à 100 %.

Les provisions pour dépréciation des titres immobilisés

Elles concernent principalement :

- Une provision sur titres SDPI 4 055 k€
- Une provision sur titres Touraine Télévision 3 167 k€

Les provisions pour dépréciation des créances

Elles se rapportent aux créances dépositaires pour 59 k€.

4.3. Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut 31/12/2017	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	1 160	1 160		
à plus d'1 an à l'origine	1 419 631	490 457	929 173	
Emprunts et dettes financières divers	42 031	42 031		
Fournisseurs et comptes rattachés	6 973 397	6 973 397		
Personnel et comptes rattachés	4 890 995	4 890 995		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 821 447	3 821 447		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 213 523	1 213 523		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	807 578	807 578		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	180 156	180 156		
Groupe et associés	11 096 772	9 354 412	1 742 360	
Autres dettes	76 066	76 066		
Dette rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	8 270 071	8 270 071		
TOTAL	**38 792 827**	**36 121 293**	**2 671 533**	**0**
Emprunts souscrits en cours d'exercice	114 941			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 620 773			

Variation des dettes financières

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Augmentation	Diminution	Au 31/12/2017
Emprunts bancaires	2 349 057	114 941	-1 047 873	1 416 125
Intérêts courus sur emprunts	14 871	5 091	-10 916	9 046
Autres emprunts	572 900		-572 900	0
Dépôts reçus	8 829		-552	8 277
Participation des salariés	30 317		-941	29 376
TOTAL	**2 975 974**	**120 032**	**-1 633 182**	**1 462 824**

Un nouvel emprunt à taux fixe d'un montant maximum de 500 k€ a été souscrit pour le financement de matériels et développements informatiques et sera remboursé sur 5 ans. Il a été débloqué à hauteur de 114 k€ en 2017.

Deux emprunts de 750 k€ chacun ont été souscrits en 2014 auprès de la Caisse d'Epargne Loire Centre et du CIC Ouest.

- Le taux applicable au contrat Caisse d'Epargne est Euribor 3 mois journalier + 2,199 % et révisable. La durée est de 90 mois.
  Un contrat de couverture de taux (swap) a été souscrit auprès de Natixis pour la durée de l'emprunt et pour le différentiel entre le taux Euribor 3 mois journalier et 0,63 %, permettant de payer globalement des intérêts au taux fixe de 2,829 %.

- Le taux applicable au contrat CIC Ouest est Euribor 3 mois journalier + 2,16 % et révisable. La durée est de 28 trimestres.
  Un contrat de couverture de taux (swap) a été souscrit auprès de CM-CIC pour la durée de l'emprunt et pour le différentiel entre le taux Euribor 3 mois journalier et 0,63 %, permettant de payer globalement des intérêts au taux fixe de 2,79 %.

Les autres emprunts correspondent au préfinancement auprès de la BPI de la créance sur l'Etat correspondant au Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi du groupe fiscal pour un montant de 573 k€. Ce financement a été remboursé au cours de l'année 2017.

4.4. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Intérêts courus sur emprunt et dettes financières	7 885	13 155
Fournisseurs – factures à recevoir	803 651	497 303
Clients – Avoirs à établir	28 692	1 920
Dettes fiscales et sociales – charges à payer	6 755 117	6 671 221
Banques – charges à payer	1 160	1 715
TOTAL	7 596 505	7 185 314

4.5. Comptes de régularisation

Les produits constatés d'avance correspondent principalement à des abonnements encaissés, restant à servir et s'analysent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Produits d'exploitation	8 270 071	8 519 864
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	8 270 071	8 519 864

4.6. Dettes sur les entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées correspondent à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Dépôts reçus	7 526	7 526
Dettes fournisseurs	3 978 977	3 737 895
Comptes courants	11 041 489	9 675 359
Total Groupe et Associés	15 027 992	13 420 780

5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

5.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2017 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2017	Exercice 2016
Journaux	50 047 722	52 067 273
Publicité	18 197 329	18 777 575
Produits des activités annexes	5 457 966	5 570 827
Marchandises	73 783	35 762
Chiffre d'affaires	73 776 800	76 451 437

Ce chiffre d'affaires est réalisé en France à 100 %.

Il est enregistré :

- pour la publicité, dans le mois de la parution pour la totalité du chiffre d'affaires facturé par la régie NR Communication et reversé à la Nouvelle République,
- pour la diffusion, à la livraison quotidienne du journal.

Les échanges de prestations représentent 976 k€ dont 321 k€ relatifs à la contribution en nature sur les papiers de presse au titre des tonnages mis sur le marché en 2017.

Contribution aux éco-organismes agréés de la filière à responsabilité élargie des producteurs de papiers

En application de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et du décret n°2016-917 du 5 juillet 2016 relatif à la contribution des publications de presse apportée aux organismes agréés de la filière à responsabilité élargie des producteurs de papier, La Nouvelle République du Centre-Ouest est assujettie à ladite contribution sur la base des tonnages de papier mis sur le marché à partir du 1er janvier 2017.

Une partie de cette contribution sera acquittée en nature selon les modalités fixées dans l'arrêté du 28 décembre 2016 pris en application de l'article D.543-212-3.

Ainsi, la contribution a été comptabilisée en charges de sous-traitance pour un montant de 343 k€ au titre des tonnages mis sur le marché en 2017 en contrepartie d'une facture à recevoir.

La part de cette contribution qui fera l'objet de prestations en nature sous la forme d'échanges publicitaires au cours de l'année 2018 a été comptabilisée en factures à établir pour un montant de 321 k€.

5.2. Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2017	Exercice 2016
Production stockée	-3 083	-103
Production immobilisée		
Autres produits divers de gestion et subvention d'exploitation	1 095 704	982 961
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges	1 192 446	1 211 704
TOTAL	2 285 067	2 194 562

Les autres produits d'exploitation correspondent :

- au Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi de l'exercice 2017 pour un montant de 520 k€ ;
- à une subvention d'aide au portage de la presse reçue de la Direction Générale des Médias et des Industries Culturelles pour un montant de 521 k€ ;
- à des transferts de charges externes pour un montant de 779 k€ ;
- à des transferts de charges de personnel pour un montant de 376 k€.

5.3. Autres charges d'exploitation

Dans le cadre des projets à moyen terme entrepris par notre régie publicitaire NR Communication, il a été accordé une aide commerciale d'un montant de 387 k€ au titre de l'année 2017.
Une aide commerciale a été accordée à notre filiale Touraine Télévision, dans le cadre du développement des projets cross média et de la promotion de la marque La Nouvelle République, pour un montant de 375 k€.

Ces aides commerciales sont comptabilisées en autres charges d'exploitation.

5.4. Rémunération des Commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés en charge au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 91 958 €.

5.5. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à 854 773 € et s'analyse de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2017	Exercice 2016
PRODUITS FINANCIERS	**903 845**	**1 701 388**
Produits financiers de participations	893 555	940 353
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	245	241
Autres intérêts et produits assimilés	10 045	35 993
Reprises sur provisions et transferts de charges		724 800
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	**49 072**	**126 818**
Dotations financières aux amortissements et provisions	731	23 525
Intérêts et charges assimilées	48 341	103 293
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER	854 773	1 574 570

5.6. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 254 110 € s'analyse de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2017	Exercice 2016
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**1 228 910**	**1 467 885**
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	71 078	17 188
Produits exceptionnels sur opérations en capital	621 104	274 109
Reprises sur provisions et transferts de charges	536 728	1 176 588
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**974 800**	**1 546 152**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	336 232	507 778
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	13 408	522 200
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	625 161	516 175
RESULTAT EXCEPTIONNEL	254 110	-78 267

Les produits exceptionnels sur opérations en capital correspondent d'une part aux quotes-parts de subvention d'investissement virées au résultat pour un montant de 507 k€ et aux produits de cession d'autres titres immobilisés pour un montant de 114 k€.
Les charges exceptionnelles sont principalement constituées d'indemnités versées dans le cadre de litiges s'élevant à 308 k€ en 2017.

5.7. Impôt sur les bénéfices

5.7.1. Intégration fiscale

Les résultats des sociétés NR Communication, Presse Portage, NR Multimédia, Touraine Télévision, SDPI et Puzzle Centre sont intégrés fiscalement dans les résultats de la Nouvelle République du Centre-Ouest, seule redevable de l'impôt sur les bénéfices de l'ensemble de ces sociétés en tant que société mère du Groupe.
En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales versent à la société mère l'impôt sur les bénéfices calculé comme si elles étaient imposées séparément. La société mère comptabilise l'économie d'impôt sur les bénéfices résultant de l'intégration fiscale. Le produit correspondant inscrit dans les comptes de l'exercice 2017 s'élève à 309 k€.
La Nouvelle République du Centre-Ouest n'a pas comptabilisé d'impôt sur les bénéfices au titre du résultat d'ensemble 2017 du Groupe La Nouvelle République.
Le solde des reports déficitaires du Groupe s'élève à 25 097 k€ à la clôture de l'exercice 2017.

5.7.2. Fiscalité différée

Chiffres exprimés en €	Base €	Impôt €
Evaluations dérogatoires en vue d'obtenir des allègements fiscaux :		
Provisions réglementées :	777 109	259 036
Subvention d'investissement	1 212 638	404 213
Différences entre le régime fiscal et le traitement comptable de certains produits ou charges :		
Provision pour indemnité de départ à la retraite		
Participation		
Contribution sociale de solidarité	-88 237	-29 412
Provision dépréciation des créances Clients		
Autres provisions pour risques		
Déficit reportable (1)	-24 994 326	-8 331 442
TOTAL	-23 092 816	-7 697 605

(1) Calculé sur la base du résultat individuel NRCO

La provision spéciale constituée au 31 décembre 2016 en application des dispositions de l'article 39bis du CGI a été utilisée à hauteur de 171 k€, afin de pratiquer des amortissements dérogatoires au titre des investissements de l'exercice 2017.

Variation des provisions réglementées :

- Reprise des amortissements dérogatoires - 101 k€
- Dotation des amortissements dérogatoires + 171 k€

Le solde de la provision spéciale constituée en application des dispositions de l'article 39bis du CGI s'élève à 11 k€ et devra être utilisée pour réaliser des investissements au cours des prochains exercices.

5.7.3. Crédits d'impôt

La société a comptabilisé au cours de l'exercice 2017 des crédits d'impôt recherche au titre de l'année 2015 pour 375 k€ et au titre de l'année 2016 pour 404 k€.

6. INFORMATIONS DIVERSES

6.1. Effectif moyen du personnel salarié

Sur l'année 2017, l'effectif moyen des salariés payés en équivalent temps complet s'analyse comme suit :

Catégories	Effectif
Cadres et dirigeants	65
Agents de maîtrise	44
Employés	79
Ouvriers	87
Journalistes	187
TOTAL	462

Les Pigistes et les Correspondants, n'étant pas des salariés, ne figurent pas dans ces chiffres.

6.2. Liste des filiales et des participations

Filiales et participations dont la valeur excède 1% du capital de NRCO	Valeur brute des titres	Dépréciation des titres	Valeur nette des titres	Quote-part du capital détenu %	Capitaux propres y compris résultat	Résultat Net
PRESSE PORTAGE	73 k€		73 k€	99,23%	432 k€	69 k€
SDPI	13 593 k€	4 055 k€	9 538 k€	100%	9 568 k€	31 k€
SCI Les Basses Landes	120 k€		120 k€	99,96%	439 k€	0 k€
SCI La Cour du Capitole	270 k€		270 k€	90%	255 k€	11 k€
NR MULTIMEDIA	79 k€		79 k€	100%	668 k€	211 k€
TOURAINE TELEVISION	3 572 k€	3 167 k€	405 k€	100%	457 k€	3 k€
PUZZLE CENTRE	2 000 k€		2 000 k€	100%	554 k€	299 k€
SCI Alfred de Musset	588 k€		588 k€	47%	1 352 k€	91 k€

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations	Filiales françaises	Filiales étrangères	Participations françaises	Participations étrangères
Valeur comptable des titres détenus				
- brute	19 745 k€		617 k€	
- nette	12 523 k€		617 k€	
Montant des prêts et avances accordés	4 425 k€		40 k€	
Montant des dividendes encaissés			893 k€	

6.3. Rémunération des organes d'administration

Les rémunérations des dirigeants comptabilisées en charges au cours de l'exercice se sont élevées à 566 k€.

6.4. Engagements financiers

- Hypothèque conventionnelle de 1er rang pari passu portant sur l'immeuble situé à Poitiers, 1 ter rue du Moulin à Vent, au profit de la Caisse d'Epargne Loire Centre et du CIC Ouest pour les deux emprunts de 750 k€ chacun à l'origine ; le capital restant dû à la clôture — 898 k€

- Nantissement de la totalité des actions de la société Puzzle Centre au profit de la Caisse d'Epargne Loire Centre et du CIC Ouest pour les deux emprunts de 750 k€ chacun à l'origine ; le capital restant dû à la clôture est indiqué ci-dessus.

- Nantissement du matériel financé et nantissement du fonds de commerce situé 232, avenue de Grammont à Tours au profit de la Société Générale pour l'emprunt de 395 k€ à l'origine ; le capital dû à la clôture — 237 k€

- Gage du matériel financé au profit de la Caisse d'Epargne Loire Centre pour l'emprunt de 200 k€ à l'origine ; le capital dû à la clôture — 136 k€

- Effets escomptés non échus — néant

- Instruments financiers de couverture (taux/change) — néant

- En tant que membre des SCI des Basses Landes / SCI Alfred de Musset / SCI La Cour du Capitole, la Nouvelle République du Centre-Ouest est indéfiniment et solidairement responsable des dettes de ces structures. Les dettes financières des SCI représentent — 708 k€

- Engagements reçus de la filiale NR Communication suite au versement de subventions d'équilibre au cours des exercices antérieurs mentionnant une clause de retour à meilleure fortune

  - au titre de 2010 : 1 397 k€
  - au titre de 2009 : 1 700 k€
  - au titre de 2008 : 1 030 k€

Engagements en matière de crédit-bail et contrats de location avec option d'achat

Engagements de crédit-bail - chiffres exprimés HT en euros	Redevances payées en 2017	Redevances restantes à payer à 1 an	Redevances restantes à payer +1an à 5 ans	Total à payer	Prix d'achat résiduel
Matériel informatique	47 736	57 508	60 602	118 110	703
Matériel industriel	58 656	48 880		48 880	3 330
TOTAL	106 392	106 388	60 602	166 990	4 033

Biens en crédit-bail chiffres exprimés HT en euros	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements de l'exercice	Dotations aux amortissements cumulées	Valeur nette
Matériel informatique	194 219	44 794	81 156	113 063
Matériel industriel	333 027	66 605	205 366	127 661
TOTAL	527 246	111 399	286 522	240 724

6.5. Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Au titre de conventions collectives ou d'accords d'entreprise, les salariés bénéficient d'indemnités de départ en retraite. Ces indemnités de fin de carrière ont été calculées selon la méthode rétrospective pour 445 salariés présents au 31 décembre, en appliquant un taux d'inflation de 1 % et un taux d'actualisation de 1,58 %. Le taux de charges sociales est de 46,7 %. Une minoration est calculée à partir des tables de survie de l'INSEE. Le turnover pris en compte est différent selon les catégories professionnelles.

L'engagement actuariel au titre des indemnités de départ à la retraite n'est pas provisionné au bilan et s'élèverait charges comprises à 5 404 k€. La part de l'engagement correspondant à des salariés âgés de plus de 62 ans à la clôture de l'exercice s'élève à 673 k€ et concerne 20 salariés.

Pour mémoire, au 31 décembre 2016 ces mêmes engagements étaient évalués à 5 447 k€ pour 463 salariés, et un taux d'actualisation de 1,63 %, un taux de charges sociales de 45 %.

Les indemnités de départ en retraite de l'exercice 2017 s'élèvent à 501 k€ charges sociales comprises.

6.6. Utilisation du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi

Le Crédit d'impôt compétitivité emploi calculé au titre de l'année 2016 et s'élevant à 424 k€ a permis à la société de réaliser des investissements en 2017 pour une somme de 455 k€. Ce crédit d'impôt est inscrit dans les créances fiscales.

Le Crédit d'impôt compétitivité emploi calculé au titre de l'année 2017 s'élève à 520 k€ et a été comptabilisé en autres produits d'exploitation comme indiqué à la note 5.2.

LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE OUEST

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 5.316.181 euros
Siège social : 232 Avenue de Grammont - 37048 TOURS CEDEX 1
584 800 122 RCS TOURS

Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 2018

RAPPORT DE GESTION

EXERCICE 2017

SITUATION DE LA SOCIETE

Faits significatifs

La société a continué son activité selon les mêmes conditions d'exploitation que l'an passé.

Au 1er janvier 2017,

- Renouvellement du mandat de Président du Directoire de M. Olivier SAINT-CRICQ,
- Nomination de M. Olivier BOISNARD et M. Christophe HERIGAULT en qualité de Membres du Directoire,

pour une période de quatre ans courant jusqu'au 31 décembre 2020.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2017 a nommé la société WOGA en qualité de Commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de Monsieur Jean-Philippe PERONNY, démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires appelée à statuer en 2022 sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2021.

La société a mis en ligne le 3 octobre 2017 la nouvelle plateforme digitale Cluster One avec la mise en place d'un paywall sur le site lanouvellerepublique.fr et lancé des nouvelles offres d'abonnement numérique.

Evènements postérieurs à la clôture

Le Conseil de Surveillance du 29 janvier 2018 a nommé M. Michel HABOUZIT en qualité de premier Vice-Président, en remplacement de Mme Edith CAILLARD, démissionnaire, pour une durée courant jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de 2020 statuant sur les comptes de 2019.

Le Conseil de Surveillance du 26 mars 2018 a nommé par cooptation M. Olivier BONNICHON en qualité de membre du Conseil de Surveillance, en remplacement de Mme Edith CAILLARD, démissionnaire, pour une durée courant jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de 2020 statuant sur les comptes de 2019.

Aucun autre évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2017 n'est à signaler.

1) Les recettes d'exploitation

- **Ventes du quotidien**

Le nombre de jours de parution a été de 307 jours contre 309 jours en 2016. La vente moyenne s'élève à 152 047 exemplaires contre 156 980 exemplaires en 2016, soit un recul de 3,1 %.

Diffusion par canal				ex./jour
	2017	2016	écart 2017/2016	Variation
Abonnements postés	31 660	34 121	-2 461	-7,2%
Abonnements portés	77 881	78 139	-257	-0,3%
Abonnements Version PDF	1 175	1 043	+132	+12,7%
Abonnements numériques	174	0	+174	N/A
Ventes au numéro	41 155	43 677	-2 522	-5,8%
Total	**152 047**	**156 980**	**-4 933**	**-3,1%**

- **Ventes NR Dimanche**

Les ventes de NR Dimanche sont en baisse en 2017 avec 43 417 exemplaires contre 44 543 en 2016, soit – 2,5 %.

Diffusion par canal				ex./jour
	2017	2016	écart 2017/2016	Variation
Abonnements postés	821	861	-40	-4,6%
Abonnements portés	17 769	18 229	-460	-2,5%
Abonnements Version PDF	1 175	1 043	+132	+12,7%
Abonnements numériques	296	0	+296	N/A
Ventes au numéro	23 356	24 411	-1 055	-4,3%
Total	**43 417**	**44 543**	**-1 126**	**-2,5%**

Au global, le chiffre d'affaires diffusion s'élève à 50 048 k€ contre 52 067 k€ en 2016, soit une baisse de 3,9 %.

- **Publicité**

Les recettes publicitaires ressortent à 18 197 k€ contre 18 778 k€ en 2016, soit une baisse de 3,1 %.

La publicité locale a enregistré un retrait de 4,7 % et la publicité extra-locale une hausse de 0,2 %.

Notons par segment :

Pour la locale :

- La Commerciale → une baisse de 5,5 %
- Les Petites Annonces → une chute de 17,8 %
- Les Annonces officielles et légales → un retrait de 2,6 %
- Le Carnet → une augmentation de 0,6 %.

Pour l'extra-locale :

- La Commerciale → une hausse de 0,2 %
- Les Annonces Classées → un retrait de 4,0 %.

Les autres publicités comprennent 976 k€ d'échanges publicitaires dont 321 k€ concernant la contribution en nature à la responsabilité élargie des producteurs (REP).

Publicité				**k€**
	2017	**2016**	**écart 2017/2016**	**Variation**
Locale	15 041	15 787	-745	-4,7%
Extra-locale	2 122	2 118	+4	+0,2%
Autres publicités	1 034	872	+162	+18,5%
Total	**18 197**	**18 778**	**-580**	**-3,1%**

- **Autres produits**

Les autres produits comprennent notamment les travaux d'impression de Centre Presse pour 559 k€ ainsi que les charges de rédaction et ventes de la Vienne pour 1 317 k€. L'impression de journaux hebdomadaires a généré un chiffre d'affaires de 933 k€.

L'aide au portage s'est élevée à 521 k€ contre 474 k€ en 2016.

2) Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation hors amortissements, provisions et autres charges de gestion courante ont été de 71 798 k€ contre 73 566 k€ en 2016, soit une diminution de 2,4 %. Ces charges s'entendent après déduction des transferts de charges.

- **Masse salariale**

Les effectifs sont en repli de 2,7 % et les frais de personnel de 1,5 %, passant de 34 598 k€ à 34 078 k€.

Effectif moyen payé en équivalent temps complet :

	2017	2016	écart	Variation
CDI	436	447	-11	-2,4%
CDD	26	28	-2	-6,8%
Total	**462**	**475**	**-13**	**-2,7%**

- **Papier**

La diminution de la consommation de papier en volume de 8,1 % (7 566 tonnes contre 8 236 tonnes en 2016) est en rapport avec les dépenses de papier qui se sont élevées à 3 750 k€ contre 4 057 k€ en 2016, excédents SPPP inclus, soit un retrait de 7,6 %.

- **TV Magazine**

La marge contributive s'élève à 495 k€ contre 690 k€ en 2016. Elle s'est dégradée en raison d'une baisse des chiffres d'affaires des ventes (– 5,6 %) et de la publicité (– 8,3 %).

- **Autres charges**

Deux aides à caractère commercial ont été accordées à la régie publicitaire pour un montant de 387 k€ ainsi qu'à la télévision pour 375 k€.

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice 2017 prennent en charge 17 475 € de dépenses non admises dans les charges déductibles du résultat fiscal correspondant à des amortissements excédentaires sur les véhicules de tourisme en location.

3) Résultats

Les résultats sont en repli par rapport à 2016 en raison de la perte de chiffre d'affaires d'un montant de 2 675 k€ partiellement absorbée par la baisse des charges.

L'Excédent Brut d'Exploitation se dégrade et s'élève à 2 497 k€ contre 3 359 k€ en 2016. Le résultat d'exploitation s'établit à 619 k€ contre 1 880 k€ en 2016.

Le résultat financier est bénéficiaire de 855 k€ ; il comprend notamment des distributions de dividendes pour 846 k€ de la CFPP.

Le résultat exceptionnel s'élève à + 254 k€ contre – 78 k€ en 2016.

Après impôt (+ 308 k€ d'économie d'impôt due à l'intégration fiscale et + 780 k€ de crédit d'impôt recherche), **le résultat net** s'établit à 2 818 k€ contre + 3 669 k€ en 2016.

(k€)	2017	2016	écart 2017/2016	Variation
Excédent brut d'exploitation	2 497	3 359	-863	-25,7%
Résultat d'exploitation	619	1 880	-1 261	-67,1%
Opérations en commun	2	0	2	na
Résultat financier	855	1 575	-720	-45,7%
Résultat courant	1 476	3 455	-1 979	-57,3%
Résultat exceptionnel	254	-78	332	na
Impôt et participation	1 088	292	796	na
Résultat net	2 818	3 669	-850	-23,2%

BILAN DE LA SOCIETE

Les fonds propres s'élèvent à 10 138 k€ contre 7 436 k€ en 2016.

Les dettes financières auprès des établissements de crédit se réduisent de 939 k€ et s'établissent à 1 421 k€ (intérêts courus compris).

La valeur brute de l'actif immobilisé est en baisse de 148 k€.
Les dotations aux amortissements de l'exercice s'élèvent à 1 376 k€.

La trésorerie s'améliore de 1 736 k€ comparativement au 31 décembre 2016.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SOCIETE

L'évolution du chiffre d'affaires est négative tant sur les ventes de journaux que sur les recettes publicitaires. Les perspectives de croissance pour La Nouvelle République du Centre-Ouest dans le numérique et dans les activités de diversification sont faibles et ne compenseront pas la décroissance des activités « papier » dans un avenir proche.

Une nouvelle dégradation des activités pourrait nécessiter la mise en œuvre de nouvelles mesures d'économie.

Les prévisions de trésorerie du Groupe restent positives pour l'exercice à venir.

ACTIVITES DE LA SOCIETE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Des travaux de recherche liés à des développements informatiques ont été réalisés. Sur la base de ces dépenses, un crédit impôt recherche (CIR) a été comptabilisé en 2017 au titre des exercices 2015 et 2016 pour respectivement 375 k€ et 404 k€.

INFORMATION SUR LES FILIALES

Chiffres des comptes sociaux en k€

SDPI (Société de Presse et d'Information) dégrade ses résultats d'exploitation et son résultat net.
Les résultats du sous-groupe SOPAREP – La République du Centre sont également dégradés en raison du résultat de la société Portage Service. Le résultat La République du Centre reste bénéficiaire.
Le chiffre d'affaires de NR COMMUNICATION hors ventes d'espaces intragroupe est en hausse mais la rentabilité est en baisse.
Les activités hors groupe de PRESSE PORTAGE lui permettent d'accroître son chiffre d'affaires.
NR MULTIMEDIA voit son chiffre d'affaires et ses résultats se contracter.
La télévision locale TOURAINE TELEVISION enregistre une hausse de son chiffre d'affaires de 14 %.
PUZZLE CENTRE enregistre aussi une augmentation de son chiffre d'affaires et de ses résultats.

(k€)	Entités	Activités	% d'intérêt consolidé	C.A. 2017	C.A. 2016	Variations 2017/2016	Résultat net 2017	Dividendes versés à la NR en 2017
PRESSE	SDPI	Editeur Centre Presse	100,00%	4 929	5 406	-8,8%	31	0
	GROUPE SOPAREP (1)	Ensemble du groupe	28,69%	15 413	16 193	-4,8%	-161	0
	NR COMMUNICATION (2)	Publicité Groupe NR	100,00%	17 097	16 315	+4,8%	-6	0
DISTRIBUTION	PRESSE PORTAGE	Portage journaux	100,00%	10 638	10 464	+1,7%	69	0
MULTIMEDIA	NR MULTIMEDIA	Internet	100,00%	3 350	3 365	-0,5%	211	0
	TOURAINE TELEVISION	Télévision locale	100,00%	687	604	+13,7%	3	0
EVENEMENTIEL	PUZZLE CENTRE	Organisation salons et communication	100,00%	2 266	2 010	+12,7%	299	0
SCI	BASSES LANDES	Parts Sofinloire	100,00%	0	0	+0,0%	0	0
	A. DE MUSSET	Locaux NR Com Tours	100,00%	208	210	-0,8%	91	47
	CHÂTEAU-ST- MARTIN	Locaux NR Com Blois	100,00%	51	51	+0,0%	37	0
	COUR DU CAPITOLE	Locaux Chateauroux	100,00%	106	105	+0,8%	11	0

(1) Les chiffres sont indiqués pour l'ensemble du Groupe à 100%
(2) Le chiffre d'affaires social de NR COMMUNICATION est diminué des ventes d'espaces compensées par les achats d'espaces intragroupe

COMPTES CONSOLIDES ET RESULTATS PAR ACTIVITE

Faits marquants et variation de périmètre

Le Groupe a continué son activité selon les mêmes conditions d'exploitation que l'an passé.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2017 n'est à signaler.

Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est en retrait de 1,4 %, avec 95 485 k€ contre 96 803 k€ en 2016.

Après élimination des chiffres d'affaires internes au groupe, le multimédia est en croissance de 0,7 % et l'événementiel de 12,6 %.

Chiffre d'affaires après élimination des mouvements inter sociétés				
(k€)	**2017**	**2016**	**écart**	**Variation**
Presse quotidienne	89 339	90 935	-1 596	-1,8%
Multimédia et divers	3 886	3 861	+26	+0,7%
Evènementiel	2 260	2 008	+252	+12,6%
Total	**95 485**	**96 803**	**-1 318**	**-1,4%**

Résultats

Le résultat d'exploitation du Groupe est en repli de 2 019 k€ et s'établit à 1 810 k€ contre 3 829 k€ en 2016.

Résultat d'exploitation par activité				
(k€)	**2017**	**2016**	**écart**	**Variation**
Presse quotidienne	887	2 834	-1 947	-68,7%
Multimédia	337	565	-229	-40,5%
Evènementiel	415	239	+176	+74,0%
SCI	172	191	-19	-10,1%
Total	**1 810**	**3 829**	**-2 019**	**-52,7%**

Le résultat net consolidé est porté par les résultats des activités de presse quotidienne papier des sociétés du Groupe.

Ventilation des résultats				
(k€)	**2017**	**2016**	**écart**	**Variation**
Résultat d'exploitation	1 810	3 829	-2 019	-52,7%
Résultat financier	753	3	+750	na
Résultat exceptionnel	33	-142	+175	-122,9%
Résultat net consolidé	**2 721**	**3 760**	**-1 039**	**-27,6%**
Résultat net part du Groupe	2 721	3 760	-1 039	-27,6%

Contribution des activités au résultat net consolidé				
	2017	**2016**	**écart**	**Variation**
Presse quotidienne	2 263	3 262	-1 000	-30,6%
Multimédia	213	373	-160	-42,9%
Evènementiel	106	-27	+133	na
SCI	139	152	-13	-8,6%
Résultat net consolidé	**2 721**	**3 760**	**-1 039**	**-27,6%**

CONCLUSION

La Nouvelle République du Centre-Ouest fait toujours face à une baisse de ses ressources publicitaires de 3,1 % en 2017 et une diminution de sa diffusion également de 3,1 % compensées en partie par une gestion stricte et rigoureuse de toutes les dépenses et de la masse salariale. La plus grande prudence en matière de maîtrise des charges est toujours requise pour faire face à la baisse des revenus.

Le chiffre d'affaires enregistré sur le web est en retrait pour la troisième année consécutive.

Les activités événementielles ont réalisé une bonne année 2017 avec un résultat d'exploitation en hausse.

Les fonds propres du Groupe s'établissent à 10,3 M€.

Les dettes financières du Groupe baissent de 1,6 M€ et s'établissent à 2,4 M€.

La trésorerie du Groupe s'élève à 10,1 M€ au 31 décembre 2017.

INFORMATIONS LEGALES

1) Conventions réglementées

Les différentes conventions réglementées qui font l'objet du rapport spécial des Commissaires aux comptes dont il va vous être donné lecture, conformément aux dispositions des articles L.225-86 à 88-1 du Code de commerce, ont été examinées par le Conseil de Surveillance.

2) Participation des salariés au capital

Nous vous indiquons, ci-après, l'état de la participation des salariés au capital social de la société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2017 :

- la participation des salariés est de 8,78 % au titre de la participation individuelle.
- Les salariés ne détiennent aucune action au titre de la participation collective.

Nous vous rappelons que depuis la modification des statuts, il n'y a plus d'actions réservées aux salariés.

3) Jetons de présence

Vous voudrez bien statuer sur le montant global des jetons de présence alloués au Conseil de Surveillance pour l'exercice en cours, que nous vous proposons de fixer pour l'exercice 2018 à 55.449 €.

Vous voudrez bien ensuite vous prononcer,

- sur la ratification de la nomination de Monsieur Olivier Bonnichon, en qualité de Membre du Conseil de Surveillance ; nomination par cooptation faite par le Conseil de Surveillance en date du 26/03/2018.

- sur le renouvellement de mandats de Membre du Conseil de Surveillance de Madame Françoise Boutet, de Madame Monique Lefaucheur et de Monsieur André Maillet.

- sur la nomination en qualité de Membres du Conseil de Surveillance de,
  - Madame Yolande de la Cruz en remplacement de La Caisse d'Epargne Loire-Centre,
  - Madame Irène Rouesnel, Responsable Juridique Groupe NR, en remplacement de Monsieur Bernard Jadaud.

- sur le non-remplacement de Monsieur Jacques Saint-Cricq dont le mandat de Membre du Conseil de Surveillance vient à expiration ce jour.

Enfin, la dernière résolution portera sur les pouvoirs nécessaires aux formalités.

INFORMATIONS PARTICULIERES

Conformément aux articles L. 233-29 et 233-30 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune aliénation d'actions de la Société n'a été réalisée au cours du dernier exercice par application des dispositions relatives aux participations réciproques ou croisées.

Conformément à l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous informons que la Société n'a procédé à aucune dépense à caractère somptuaire durant ledit exercice.

Dans le respect de l'article 441-6-1 du Code de commerce vous trouverez, ci-après, les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients telles que définies à l'article D. 441-4-I du Code de commerce et présentées selon le modèle de tableau prévu par l'arrêté du 20 mars 2017.

	Article D. 441 I. - 1° du Code de commerce : Factures **reçues** non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° du Code de commerce : Factures **émises** non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranche de retard de paiement												
Nombres de factures concernées	27					101	2376					3721
Montant total TTC des factures concernées en k€	106	61	7	2	-34	36	352	269	109	19	41	438
Pourcentage du montant TTC total des achats de l'exercice	0,24%	0,14%	0,02%	0,01%	N/S	0,09%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC							0,44%	0,34%	0,14%	0,02%	0,05%	0,55%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues					8							
Montant total TTC des factures exclues en k€					16							
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais contractuels : - Délais légaux : 45 jours fin de mois						- Délais contractuels : abonnements - paiement comptant dépositaires - de 11 jours à 30 jours - Délais légaux : autres facturations - 45 jours fin de mois					

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices.

Sont annexés au rapport de gestion, les résolutions du ressort de l'Assemblée Générale Ordinaire ainsi que le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

En application de l'article L. 225-68 du Code de commerce, vous trouverez en annexe au présent rapport de gestion, notre rapport sur le gouvernement d'entreprise contenant toutes les informations requises par la réglementation en vigueur.

Tours, le 28 mai 2018

Pour le Directoire, Le Président,

Olivier SAINT-CRICQ

LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE OUEST
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 5.316.181 Euros
Siège social : 232 Avenue de Grammont - 37048 TOURS CEDEX 1

R.C.S. TOURS B 584 800 122

◈ ◈ ▣ ✳ ◇ ◈

Olivier SAINT-CRICQ
Président du Directoire

EXTRAITS DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 18 JUIN 2018

◈ ◈ ▣ ✳ ◇ ◈

1ère RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2017, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

POUR : 209 488 voix
CONTRE : 0
NUL ou BLANC : 0
ABSTENTION : 0

2ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Groupe, à savoir le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé et l'annexe, et du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2017, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

POUR : 209 488 voix
CONTRE : 0
NUL ou BLANC : 0
ABSTENTION : 0

3ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

- prend acte de la poursuite durant cet exercice de conventions anciennes,
- prend acte de la signature durant cet exercice de conventions nouvelles et approuve successivement chacune desdites conventions.

POUR : 209 488 voix
CONTRE : 0
NUL ou BLANC : 0
ABSTENTION : 0

4ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, approuvant la proposition du Directoire, décide d'affecter

- le bénéfice de l'exercice de 2.818.125,28 euros,

au compte report à nouveau antérieur débiteur de -12.960.154,23 euros qui s'élèvera après affectation à –10.142.028,95 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale Ordinaire constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

POUR : 209 488 voix
CONTRE : 0
NUL ou BLANC : 0
ABSTENTION : 0

5ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant global annuel des jetons de présence alloués au Conseil de Surveillance pour l'exercice 2018 à 55.449 euros.

POUR : 209 488 voix
CONTRE : 0
NUL ou BLANC : 0
ABSTENTION : 0

13ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

POUR : 209 488 voix
CONTRE : 0
NUL ou BLANC : 0
ABSTENTION : 0